ENTENTE ENTRE LA FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES (DÉPARTEMENT DE COMMUNICATION) DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

ET

LE DÉPARTEMENT DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DE L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

Convention générale

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération générale liant les deux établissements, signée le 5 mars 1998.

L'Université de Montréal et l'Université Libre de Bruxelles souhaitent établir des liens privilégiés dans le domaine des sciences de la communication, liens qui seront fondés sur les clauses suivantes :

Article 1. OBJECTIF

Accroître la qualité des activités de recherche et de formation de chacun des partenaires en tirant profit de leur convergence d'intérêts.

Article 2. COMMUNICATIONS

Les deux parties échangeront des informations et s'accorderont un appui réciproque en matière académique, culturelle et administrative, à l'aide d'échanges de publications et d'autres actions appropriées.

Les deux parties se consulteront chaque fois qu'elles l'estimeront nécessaire, en particulier afin d'évaluer en commun le développement des actions d'enseignement et de recherche, et de dresser le bilan des actions réalisées ou en cours de réalisation.

Article 3. COOPÉRATION

L'entente vise à favoriser la mise en marche d'une collaboration en trois points :

a) Les deux universités se proposent de développer les projets conjoints de recherche;

b) Elles se proposent également d'échanger des professeurs;

c) Elles créeront enfin un programme d'échanges d'étudiants.

Article 4. ACTIVITÉS COMMUNES DE RECHERCHE

Les parties verront à développer les activités communes de recherche.

Article 5. ÉCHANGES DE PROFESSEURS-CHERCHEURS

Les deux parties favoriseront, dans le cadre de la réglementation en vigueur : 
• l’échange de personnels pour des périodes pouvant aller de quelques jours à quelques mois ;
• une participation mutuelle aux congrès, colloques et stages organisés par l’une des universités.

**Article 6. MODALITÉS DU PROGRAMME D’ÉCHANGES D’ÉTUDIANTS**

Tout candidat admis dans l’un ou l’autre système d’enseignement dans le but de suivre un programme d’études dûment autorisé, doit se conformer aux conditions suivantes :

• être inscrit dans l’établissement d’origine et rester inscrit dans ce même établissement pendant son séjour dans l’établissement d’accueil;
• posséder un excellent dossier scolaire;
• répondre aux exigences particulières imposées par les établissements d’attache et d’accueil.

Le candidat qui est accepté au programme d’échanges :

• Reste inscrit à temps plein à l’université d’origine et y acquitte les frais de scolarité. Les établissements participants s’engagent à ne pas exiger le paiement de frais de scolarité des étudiants qu’ils accueillent;
• S’engagent à étudier à temps plein pendant au moins un semestre mais pas plus d’une année universitaire dans l’établissement d’accueil, dans un contrat d’études approuvé par l’établissement d’origine;
• assume :
• les frais divers exigés par l’établissement d’accueil (frais administratifs, d’activités étudiantes et d’assurance-santé); les coûts seront connus à l’avance;
• les frais de transport et de séjour (logement et nourriture) pour lui-même et ses dépendants;
• peut bénéficier des programmes d’aide financière conformément aux conditions en vigueur dans l’établissement d’origine.

Les échanges donneront lieu pour les étudiants à une attestation pédagogique délivrée par l’institution d’Accueil permettant de valider cette formation auprès de l’institution d’origine.

Le nombre d’étudiants participant aux échanges est limité à deux par an et par établissement.

**Article 7. FINANCEMENT**

Les accords financiers relatifs à la réalisation de projets seront établis à travers des consultations entre les deux universités dans le respect de chaque programme de coopération.
Les deux universités s'engagent, pour la réalisation des activités de coopération, à entreprendre des démarches appropriées auprès d'organismes susceptibles d'accorder des subventions.

Toute subvention accordée pour des activités de coopération sera administrée par l'établissement qui en aura fait la demande.

**Article 8. MODIFICATIONS**

La présente entente pourra être modifiée d'un commun accord à la demande d'une des parties. Les modifications seront en vigueur à la date fixée par les deux établissements.

---

**PROGRAMME DE MOBILITÉ STRUCTURÉE EN COMMUNICATION/COMMUNICATION POLITIQUE**

Compte tenu des présents termes de la Convention générale entre l'Université de Montréal et L'Université Libre de Bruxelles,

La Faculté de Philosophie et lettres du Département des sciences de l'information et de la communication de l'Université Libre de Bruxelles et la Faculté des arts et des sciences (Programme de deuxième cycle en communication) de l'Université de Montréal conviennent de ce qui suit :

**Article 9. Objet**

La Faculté de Philosophie et lettre de l'ULB et la Faculté des Arts et des sciences de l'Université de Montréal décident d'élaborer un programme de mobilité structurée au niveau du diplôme de Master en information et communication (ULB) et de la Maîtrise en sciences de la communication (UdeM).

**Article 10. Diplômes**

Cette formation, dispensée par les deux institutions, contribuera à l'obtention :

- Du Master en information et communication, à finalité en communication politique, pour les étudiants de l'Université libre de Bruxelles;

- de la Maîtrise en communication, pour les étudiants de l'Université de Montréal.

Un certificat ou un document complémentaire, portant l'identification des deux institutions et faisant état du programme de mobilité structurée, sera remis aux étudiants qui auront complété et réussi leur séjour d'études dans l'institution partenaire.

**Article 11. Comité pédagogique**
Un comité conjoint sera formé pour veiller au bon fonctionnement du programme. Ce comité comprendra les responsables académiques des programmes respectifs.

**Article 12. Programme**

Les étudiants de l’ULB qui seront admis à l’option « internationale » de la finalité « communication politique » passeront au moins un semestre à l’Université de Montréal, où ils suivront des cours de Maîtrise en sciences de la communication.

Les étudiants de l’UdeM qui seront admis à l’option internationale « communication politique » passeront au moins un semestre à l’Université libre de Bruxelles, où ils suivront des cours du Master en information et communication.

Les cours suivis par les étudiants dans l’institution d’accueil ainsi que le semestre au cours duquel le séjour sera organisé sont définis à l’avance par le comité pédagogique défini ci-haut. Toute modification ne peut se faire qu’à l’initiative de ce comité.

**Article 13. Recrutement**

Chaque institution sélectionnera un maximum de cinq étudiants par an pour participer au programme. Les conditions d’accès seront définies préalablement de manière concertée par les partenaires.

Les dossiers de candidature contiendront :

1. une fiche d’inscription,
2. un CV,
3. une lettre de motivation précisant les buts du projet de l’étudiant,
4. les relevés de notes obtenues,
5. tout autre formulaire exigé par l’université d’accueil.

Les étudiants peuvent, le cas échéant, être convoqués pour entretien.

Dès lors que les candidats sont sélectionnés, chaque institution enverra les dossiers de candidature à l’institution partenaire qui validera le choix de l’autre partenaire. Les dossiers seront envoyés au responsable des échanges d’étudiants de chaque institution.

**Article 14. Calendrier**

Les candidatures des étudiants de chaque institution seront transmises à l’institution partenaire au mois d’octobre si l’étudiant vient au semestre de printemps, au mois de mars si l’étudiant vient au semestre d’automne.

**Article 15. Durée**
Ce protocole entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties, pour une durée de cinq ans. Toute modification apportée à la présente convention ou à ses annexes devra être approuvée par écrit par l’ensemble des parties.

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin à ce protocole moyennant un préavis notifié à l’autre partie, au plus tard le 1er janvier précédant le début de l’année académique. En aucun cas, la résiliation ne pourra porter préjudice aux étudiants engagés dans le programme de formation.

Pour l’Université libre de Bruxelles,

Le Recteur
Didier Viviers

Le Doyen de la Faculté,
Manuel Couvreur

Le Directeur du Département
François Heinderyckx

Pour l’Université de Montréal

Le Recteur
Guy Breton

Le Doyen de la Faculté
Gérard Boismenu

Le Directeur du Département
François Cooren